

Si la crise du changement climatique parvient à se tailler une place dans le discours politique et médiatique, la disparition de la biodiversité peine quant à elle à se frayer un chemin dans l'espace public. Pourtant, certains chercheurs estiment que nous sommes d'ores et déjà en train de vivre la sixième extinction de masse, qui anéantira probablement entre 60% et 95% des espèces terrestres.

Non, la biodiversité ne **se limite pas** à l'économie

≡ Un article de Louise Aendekerk. Illustrations de Jean-Claude Salemi ≡

DANS CET ARTICLE :

Une analyse critique du rapport Partha Dasgupta sur la biodiversité

De nombreux phénomènes naturels essentiels à notre survie risquent de disparaître, le plus emblématique étant la pollinisation, indispensable à la reproduction des plantes et donc aux cultures.

Pour éviter ce scénario catastrophique, la majorité des scientifiques appellent à une meilleure gestion des zones naturelles et à la limitation des polluants d'origine anthropique. D'autres parient sur une solution plus surprenante : intégrer la valeur de la nature dans le système économique actuel.

C'est le cas du rapport intitulé *The Economics of Biodiversity* (février 2021) de Partha Dasgupta, économiste de l'environnement à l'Université de Cambridge.

Sous le prisme réducteur de l'économie

De manière générale, P. Dasgupta semble concevoir le monde agricole comme le reste de ses terrains d'étude : déconnecté des enjeux sociaux et culturels et des dominations économiques que connaissent des milliards de personnes à travers le monde. Alors que les pages se succèdent, la lecture du rapport *The Economics of Biodiversity* laisse un sentiment amer : la nature vue sous le prisme de l'économie semble cloisonnée à son utilité anthropique, sans cesse bouleversée au gré des grands projets de l'humanité.

Comme le mentionne Frédéric Hache dans sa déconstruction du rapport Dasgupta :



« La vision "novatrice" de la publication réside peut-être en fin de compte dans la perspective d'un monde converti aux actifs financiers, dirigé par des prix comptables où la liberté est définie comme la conformité sociale au capitalisme néolibéral et aux valeurs conservatrices – un monde dans lequel les croyances sont alignées, les générations futures ignorées et la Nature qui ne paie pas assez est liquidée comme un mauvais investissement. »

Cependant, depuis la sortie de la publication en 2021, les réactions ont été positives. De nombreux acteurs ont salué le travail du chercheur : du WWF à BNP Paribas, en passant par l'ONU, la Banque mondiale et la quasi-totalité des gouvernements.

Mais quelle est donc cette thèse tant plébiscitée ? Si nous la critiquons, il vaut d'abord la peine de l'exposer. Pour P. Dasgupta, le constat est clair, si jusqu'à aujourd'hui les modèles économiques et politiques peinent à prendre en compte les ressources naturelles dans la prise de décision – quitte à les considérer fictivement comme illimitées – c'est qu'elles n'ont pas de valeur économique. Intégrer le capital naturel de la planète dans les calculs économiques publics et privés permettrait ainsi de préserver la biodiversité.

Dans cette optique, le monde est un gigantesque portefeuille d'actifs dont tous les habitants – particuliers, entreprises, gouvernements – sont les gestionnaires. Pour assurer la résilience du système, et donc la rentabilité du portefeuille, il faut préserver sa diversité.

« On ne met pas tous ses œufs dans le même panier », nous rappelle un adage populaire. Malgré tout, depuis plusieurs décennies, l'être humain s'emploie à privilégier le capital produit (l'ensemble de nos biens) et le capital humain (l'ensemble de nos connaissances, aptitudes et expériences), au détriment du capital naturel. Si pour le chercheur ce focus historique¹ a eu des conséquences bénéfiques pour l'humanité, cette amélioration de nos conditions de vie a un prix : la destruction des écosystèmes naturels. L'économiste s'inquiète :

¹ Notamment relatif à la période d'après-guerre lors de laquelle il y avait nécessité d'investir en termes de capital produit (routes, bâtiments, ports, machines,...) et humain (santé, éducation,...).

« Sur les quarante dernières années, le capital produit dans le monde a doublé, le capital humain s'est accru de 15 %, tandis que le capital naturel mondial, rapporté à chaque habitant, a décliné de 40 %. »

Intégrer la nature dans les prix du marché ?

Ce déséquilibre entre la demande humaine en perpétuelle augmentation et l'offre intrinsèquement limitée des ressources naturelles disponibles, le chercheur la désigne comme une inégalité d'impact. Celle-ci s'explique par le fait que la valeur de la nature pour la

Si les pratiques écologiques sont jugées « louables », elles ne « suffiraient pas », selon Partha Dasgupta.

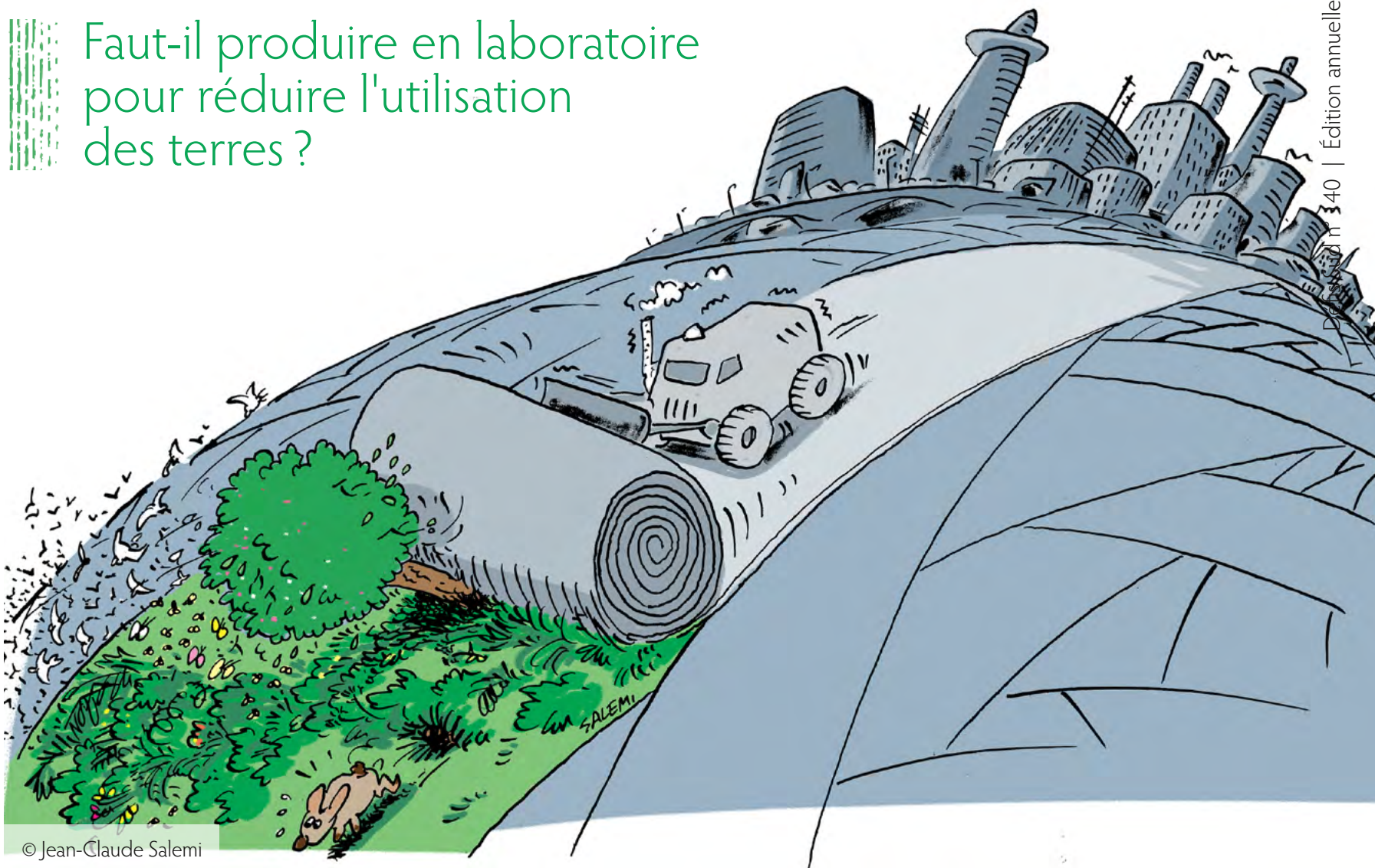


société – à savoir, la valeur réelle des divers biens et services qu'elle fournit – ne se reflète pas dans les prix du marché, la nature étant accessible à tous gratuitement. Ce phénomène implique inévitablement des distorsions de prix et des externalités généralisées qui empêchent le bon fonctionnement du marché.

Alors que la biodiversité diminue plus rapidement que jamais dans l'histoire de l'humanité, le point de basculement de nombreux écosystèmes représente un véritable risque pour l'économie. Il faut donc, d'après Partha Dasgupta, intégrer le capital naturel à l'équation pour changer notre définition de la richesse :

« Le PIB prend en compte uniquement les flux et non les stocks. Il n'enregistre donc pas la destruction du capital naturel. (...) C'est pourquoi je propose la notion de richesse inclusive, qui prend également en compte la biosphère. »

Faut-il produire en laboratoire pour réduire l'utilisation des terres ?



© Jean-Claude Salemi

Adapter les pratiques agricoles

Mais ces mesures à elles seules ne peuvent pas rééquilibrer la balance. Il faudra également passer par le réajustement de la demande en fonction de l'offre de la nature.

Pour cela, P. Dasgupta préconise plusieurs actions comme la décarbonation du secteur de l'énergie, la mise en œuvre de solutions globales pour la protection des biomes riches en diversité en transcendant les sièges de gouvernance nationaux, la redéfinition des choix collectifs et individuels en matière de fertilité et de démographie, mais aussi la réduction des impacts négatifs de la production agroalimentaire sur la nature.

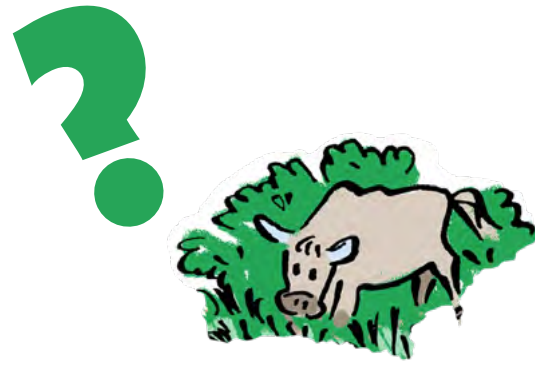
Sur ce dernier point, le chercheur plaide d'abord pour une transformation des modèles agricoles afin d'associer production alimentaire et services écosystémiques: « Les systèmes agricoles peuvent être des four-

nisseurs nets de services écosystémiques, y compris des services de régulation et de maintenance, au-delà de la production alimentaire. »

P. Dasgupta pointe notamment les systèmes agroforestiers, capables de fournir de la nourriture à un rendement jugé suffisant² tout en assurant la séquestration du carbone dans la végétation ou le développement de la vie microbienne du sol.

L'agriculture biologique est aussi mentionnée comme vecteur de solutions par l'absence d'intrants agricoles nocifs employés. Cependant, sa capacité de rendement est mise en question: une production biologique nécessiterait un étalement des terres agricoles contraire aux objectifs de préservation des zones sauvages.

² Le chercheur cite notamment, pour appuyer ses propos, les études de De Marco et Coelhode (2004) et de Carvalho et al. (2012), qui constatent que la biodiversité des plantes et des insectes à la ferme et à proximité de la ferme agroforestière entraîne une augmentation des rendements des cultures dépendantes des pollinisateurs, comme le café (Brésil) ou les mangues (Afrique du Sud).



L'agriculture de précision, optimisera-t-elle la production ?

Mais si les pratiques agroécologiques sont jugées «louables», elles ne «suffiraient pas», d'après l'économiste. Il plaide alors pour diverses méthodes controversées, telles que la culture des organismes génétiquement modifiés (OGM). À cet égard, le rapport semble faire l'impasse sur les questions de sécurité alimentaire que soulève la privatisation du vivant.

En outre, qu'en est-il des ravages humains et environnementaux que la dépendance aux OGM et aux produits associés de l'industrie agrochimique ont causé dans certaines régions du monde? On se rappelle du scandale de la production du BT coton, développé par Monsanto, qui a enlisé des milliers d'agriculteurs dans la misère économique et la détresse psychologique.

L'agriculture de précision, soit l'utilisation d'outils technologiques destinés à la gestion intelligente des parcelles, apparaît pour le chercheur comme une technique de plus capable d'optimiser la production.

P. Dasgupta affirme que de telles pratiques impliquent un investissement financier conséquent, impossible à fournir pour de nombreux agriculteurs à travers le monde. Il invite alors les gouvernements à démontrer l'efficacité de ces nouveaux outils, enjoignant les agriculteurs à prendre le train du développement technologique. Il cite l'exemple du Ghana :

« Au Ghana, le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture a mis en place plus de 1 200 projets de démonstration communautaires présentant de nouvelles technologies agricoles. »

Une nature cloisonnée

L'économiste va jusqu'à envisager la production de viande en laboratoire pour réduire l'utilisation des terres et des intrants nuisibles à l'environnement :

« L'analyse de l'impact environnemental du cycle de vie a suggéré que, par rapport à la viande européenne produite de manière conventionnelle, la production de viande de culture pourrait entraîner une réduction de 7 à 45 % de la consommation d'énergie, 78 à 96 % d'émissions de GES en moins, 99 % d'utilisation des terres en moins et 82 à 96 % de consommation d'eau en moins³ ... »

L'argument laisse pantois. Alors qu'une transition de l'élevage traditionnel vers la production de laboratoire transformerait la réalité de millions d'éleveurs, entraînant potentiellement la disparition d'une économie de l'élevage dont dépendent aujourd'hui plusieurs États et communautés rurales.

Finalement, la vision économique globalisée et globalisante du monde que défend P. Dasgupta façonne inévitablement la manière dont la perte de la biodiversité est comprise par le politique et le citoyen, restreignant ainsi les options jugées réalisables et rendant les alternatives systémiques indésirables. Pourtant, il est fondamental de réinterroger le modèle de société (et agricole en particulier) dans son ensemble pour identifier les causes structurelles qui ont conduit aux crises socio-économiques et environnementales auxquelles le monde est aujourd'hui confronté. ☰